

Document de  
l'Assemblée  
**206**

20/48/206

( Société des Nations )



( RÉPUBLIQUE D'AZERBAIDJAN )

( LETTRE DU PRÉSIDENT DE LA DÉLÉGATION DE PAIX  
DE LA RÉPUBLIQUE D'AZERBAIDJAN )

League of Nations

REPUBLIC OF AZERBAIDJAN

LETTER FROM THE PRESIDENT OF THE PEACE DELEGATION  
OF THE REPUBLIC OF AZERBAIDJAN



Lettre du Président de la Délégation de Paix  
de la République d'Azerbaïdjan

---

*Note du Secrétaire Général :*

Le Secrétaire Général a l'honneur de communiquer aux Membres de la Société des Nations la lettre suivante qu'il a reçue du Président de la Délégation de Paix de la République d'Azerbaïdjan.

---

RÉPUBLIQUE D'AZERBAÏDJAN  
DÉLÉGATION DE PAIX  
Hôtel Touring-Balance  
GENÈVE

Le 7 décembre 1920.

Son Excellence M. PAUL HYMANS,  
Président de la Première Assemblée Générale  
de la Société des Nations, Genève.

*Monsieur le Président,*

Dans sa quatrième séance, en date du 1<sup>er</sup> décembre, la cinquième Commission élue par l'Assemblée des Membres de la Société des Nations est arrivée à la conclusion qu'il était impossible d'admettre la République azerbaïdjanienne au nombre des Membres de la Société des Nations.

Ladite conclusion, comme on le voit par le compte rendu contenu dans le N° 17 du *Journal* (page 139), est fondée :

1<sup>o</sup> Sur le fait qu'il est difficile de déterminer exactement les limites dans lesquelles le Gouvernement de cet Etat exerce son autorité ;

2<sup>o</sup> Que les querelles de frontières avec les Etats voisins ne permettent pas de délimiter avec précision les frontières actuelles de l'Azerbaïdjan.

La Commission a décidé que les dispositions du Pacte ne permettent pas d'admettre l'Azerbaïdjan dans la Société des Nations dans les circonstances actuelles. Veuillez me permettre, Monsieur le Président, d'adresser par votre intermédiaire à l'Assemblée Générale de la Société des Nations au nom de la Délégation de la République d'Azerbaïdjan, Délégation dont je suis le Président, les observations suivantes relatives aux deux motifs cités par la cinquième Commission.



Letter from the President of the Peace Delegation  
of the Republic of Azerbaidjan

---

*Note by the Secretary-General :*

The Secretary-General has the honour to forward herewith to the Members of the League of Nations the following letter dated the 7th December, which he has received from the President of the Azerbaidjan Peace Delegation.

---

REPUBLIC OF AZERBAIDJAN  
PEACE DELEGATION  
Hotel Touring-Balance  
GENEVA

December 7th, 1920.

To His Excellency M. PAUL HYMANS,  
President of the First Assembly of the  
League of Nations, Geneva.

SIR,

At its Fourth Meeting, on December 1st, the Fifth Committee elected by the Assembly of the League of Nations arrived at the conclusion that it was impossible to admit the Republic of Azerbaidjan to the League of Nations.

This conclusion, as will be seen from the Report contained in No. 17 of the *Journal*, page 139, is based upon the facts :

(1) That it is difficult to determine precisely the extent of the territory over which the Government of this State exercises its authority.

(2) That, owing to the disputes with neighbouring States concerning its frontiers, it is not possible to determine precisely the present frontiers of Azerbaidjan.

The Committee decided that the provisions of the Covenant do not allow of Azerbaidjan being admitted to the League of Nations under the present circumstances. Will you allow me, on behalf of the Delegation of the Republic of Azerbaidjan, of which Delegation I am the President, to present to the Assembly of the League of Nations, through your intermediary, the following observations relating to the two arguments brought forward by the Fifth Committee.



I

La Commission donne comme premier motif la difficulté de fixer les frontières dans les limites desquelles le Gouvernement de l'Azerbaïdjan exerce son autorité. La Délégation prend la liberté de déclarer à la Haute Assemblée de la Société des Nations que la difficulté indiquée par la Commission, ayant un caractère passager et temporaire, ne peut et ne doit pas avoir une signification réelle et décisive dans cette question. C'est un fait incontestable que jusqu'à l'invasion des Bolchéviks russes, le 28 avril 1920, le Gouvernement légal de l'Azerbaïdjan exerçait son autorité sans exception sur tout le territoire de la République azerbaïdjanienne dans ses limites actuelles indiquées dans la carte présentée à M. le Secrétaire Général de la Société des Nations. Après ladite invasion, une partie du territoire fut occupée par les Bolchéviks et le peuple azerbaïdjanien avec son Gouvernement à sa tête, concentré dans la ville de Gandja, commença une lutte sanglante contre les Bolchéviks, grâce à laquelle ceux-ci évacuèrent graduellement presque tout le territoire qu'ils avaient occupé. A présent, ils n'ont plus que la ville de Bakou et ses environs, n'occupant plus qu'une petite partie de la voie ferrée jusqu'à la gare d'Adjikaboul. Tout le reste de l'Azerbaïdjan, y compris une partie des arrondissements des provinces de Bakou et de Kouba, de même que tous les arrondissements de l'ancienne province d'Elisabetpol sont entre les mains du Gouvernement de l'Azerbaïdjan qui siège dans la ville de Gandja, où se trouve aussi une partie du Parlement dispersé par les Bolcheviks et une partie de l'armée. Ceci forme plus des neuf dixièmes du territoire de l'Azerbaïdjan dans ses limites actuelles et le Gouvernement de Gandja, Gouvernement légal de l'Azerbaïdjan, peut donner des garanties suffisantes qu'il remplira toutes les obligations d'un caractère international selon le Pacte de la Société des Nations. La Délégation ose assurer à la Haute Assemblée des Membres de la Société des Nations que la lutte que le peuple de l'Azerbaïdjan, à la tête duquel se trouve son Gouvernement, mène contre les Bolchéviks russes continuera avec une énergie constante jusqu'à ce que Bakou et ses environs soient délivrés des envahisseurs. Jamais notre peuple ne se réconciliera avec les Bolcheviks, qu'il regarde comme des usurpateurs qui doivent disparaître. Disons en passant qu'un danger aussi évident que le bolchévisme ne menace pas seulement l'Azerbaïdjan, mais le Caucase tout entier. Il s'est emparé de tout le Caucase septentrional et du Kouban, ainsi que de sa voisine l'Arménie qui vient d'être déclarée république soviétique.

II

Le second motif de la Commission est relatif aux différends existant entre l'Azerbaïdjan et les Etats voisins — la Géorgie et l'Arménie. A ce sujet la Délégation a l'honneur d'attirer l'attention de l'Assemblée sur le fait qu'il est presque impossible de nommer un nouvel Etat ayant des frontières absolument incontestables. Au contraire, nous voyons que non seulement les Etats nouveaux, mais même des Etats existant depuis des siècles ont eu et ont encore des différends de frontières, différends qui ne les privent pourtant pas de leurs droits souverains sur leur propre territoire. La République de l'Azerbaïdjan, en défendant l'intégrité de son territoire contre toute attaque, est obligée d'avoir aussi des litiges pour le district de Zakatal avec la Géorgie, et pour le Karabagh et le Zomghezour avec l'Arménie. Ces territoires forment partie de l'Azerbaïdjan et sont administrés par le Gouvernement azerbaïdjanien; les provinces de Karabagh et de Zomghezour ont été laissées à l'administration de l'Azerbaïdjan par décision de l'ancien représentant des Alliés au Caucase. Quoi qu'il en soit, ces différends ne concernent pas seulement l'Azerbaïdjan, ils concernent également les Etats voisins, qui, eux, ont soulevé ces différends. Mais la République azerbaïdjanienne a toujours cru que ces différends de frontières avec les Républiques voisines, la Géorgie et l'Arménie, n'étaient que des affaires intérieures des Républiques elles-mêmes, et les Gouvernements intéressés trouveraient une solution de ces disputes par des concessions réciproques. Si toutefois cet espoir ne se réalisait pas et si les différends ne pouvaient s'arranger sur les lieux, la Délégation de l'Azerbaïdjan ne doute pas que les trois Républiques transcaucasiennes ne s'adressent à la Société des Nations, ainsi qu'on peut le voir dans le texte imprimé par la Délégation de l'Azerbaïdjan dans



I

The Committee, in the first place, refers to the difficulty of defining the frontiers of the territory over which the Government of Azerbaidjan exercises its authority. The Delegation takes the liberty of pointing out to the Assembly of the League of Nations that the difficulty referred to by the Committee being only of a temporary and provisional nature, cannot and must not be considered to affect this question in any real or decisive sense. It is an undisputed fact that, until the invasion of the Russian Bolsheviks on April 28th, 1920, the legal Government of Azerbaidjan exercised its authority over the entire territory of the Azerbaidjanian Republic, without exception, within the present boundaries as indicated in the map submitted to the Secretary-General of the League of Nations. After this invasion, part of the territory was occupied by the Bolsheviks; and with their Government at their head, the Azerbaidjanian people, concentrated in the town of Gandja, began a bloody struggle against the Bolsheviks, thanks to which, the latter gradually evacuated almost all the territory which they had occupied. At the present time, they hold only the town of Baku and surrounding districts, and occupy but a small part of the railway as far as the station of Adji-Kaboul. All the rest of Azerbaidjan, including part of the districts of the provinces of Baku and Kouba, as well as all the districts of the former province of Elizabetpol, is in the hands of the Government of Azerbaidjan, which has its headquarters in the town of Gandja, where there is also a section of the Parliament which was dispersed by the Bolsheviks, and part of the Army. This is equivalent to nine-tenths of the territory of Azerbaidjan, within its present boundaries; and the Government of Gandja, which is the legal Government of Azerbaidjan, is able to give sufficient guarantees that it will fulfil all its obligations of an international character, in conformity with the Covenant of the League of Nations. The Delegation makes bold to assure the Assembly of the League of Nations that the struggle carried on by the people of Azerbaidjan, headed by their Government, against the Russian Bolsheviks, will be continued with unflagging energy until Baku and the surrounding districts are delivered from the invaders.

Our people will never come to terms with the Bolsheviks, whom they look upon as usurpers who must be swept away.

We may say in passing, that so obvious a peril as Bolshevism threatens not only Azerbaidjan, but the whole of the Caucasus. It has overrun the whole of the Northern Caucasus and Kouban, as well as the bordering States of Armenia, which has just been declared a Soviet Republic.

II

The second objection raised by the Committee relates to disputes outstanding between Azerbaidjan and the neighbouring States of Georgia and Armenia. With regard to this point, the Delegation has the honour to draw the attention of the Assembly to the fact that it is almost impossible to name a new State whose frontiers are absolutely undisputed. On the contrary, we see that not only new States, but even States which have been in existence for centuries, have had, and still have, frontier disputes; but these disputes do not cause them to be deprived of their sovereign rights over their own territory. The Republic of Azerbaidjan, in defending the integrity of her territory against all aggressions is obliged to come into conflict with Georgia over the districts of Zakatal, and with Armenia over Karabagh and Zomghezur. These territories form part of Azerbaidjan, and are administered by the Azerbaidjanian Government; the provinces of Karabagh and Zomghezur were left under administration of Azerbaidjan by the decision of a former Allied representative in the Caucasus. In any case, these disputes concern not only Azerbaidjan but also the neighbouring States which, on their part, have caused these disputes. But the Republic of Azerbaidjan has always taken the view that these frontier disputes with the neighbouring Republics of Georgia and Armenia were only questions of domestic interest for the Republics concerned, and that the interested Governments would find a way of settling these disputes by mutual concessions. If, however, this hope should not be realised, and if the disputes cannot be settled on the spot, the Delegation of Azerbaidjan has no doubt but that the three Trans-Caucasian Republics will apply to the League of Nations, as can be seen in the text printed by the Delegation of Azerbaidjan in its political



son mémoire politique (la République de l'Azerbaïdjan, page 44) présenté à la Conférence de la Paix en Septembre 1919, et dans le septième point des notes présentées par la Délégation le 25 Novembre 1920 (N° 697) au Secrétaire Général de la Société des Nations à propos de son mémoire N° 108 sur l'admission de la République azerbaïdjanienne dans la Société des Nations. La Délégation ose penser que même avec les différends susdits qui furent imposés à l'Azerbaïdjan, ce pays si richement doté par la nature pourra garantir l'accomplissement de toutes les obligations d'un caractère international imposées par des statuts aux Membres de la Société des Nations.

La Délégation de l'Azerbaïdjan, au nom des intérêts vitaux de son pays et qui a souffert à deux reprises les attaques des Bolcheviks russes, à l'honneur de déclarer aux Membres de la Société des Nations que l'admission de la République azerbaïdjanienne au sein de la Société des Nations lui donnera cet appui moral dont a tant besoin notre peuple dans sa lutte contre les Bolchéviks, lui qui seul et sans aucune aide étrangère soutient depuis plus de six mois une lutte sanglante pour sauver l'indépendance de l'Azerbaïdjan.

Dans l'espoir que cet appel à l'appui moral attirera l'attention des honorables Représentants des peuples siégeant à l'Assemblée générale, j'ai l'honneur, au nom de la Délégation de l'Azerbaïdjan, de vous prier, Monsieur le Président, de bien vouloir vous charger de faire lire les remarques ci-dessus à l'Assemblée générale lors de la discussion des conclusions sus-mentionnées de la Cinquième Commission, au sujet de l'admission de la République azerbaïdjanienne, au sein des Membres de la Société des Nations.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mon profond respect.

(Signé) M. ALLSOPTCASBACHEFF,

*Président de la Délégation de Paix  
de la République d'Azerbaïdjan.*



memorandum (Republic of Azerbaidjan, page 44) which was submitted to the Peace Conference in September, 1919, and also in the seventh point of the Notes which the Delegation presented, of November 25th, 1920 (N<sup>o</sup> 697), to the Secretary-General of the League of Nations with reference to his memorandum N<sup>o</sup> 108 upon the admission of the Azerbaidjan Republic into the League of Nations. The Delegation firmly believes that, in spite of the aforesaid disputes which were thrust upon Azerbaidjan, this country, so richly favoured by nature, will be able to guarantee the fulfilment of all the obligations of an international character which are imposed by the Covenant upon Members of the League of Nations.

The Delegation of Azerbaidjan, on behalf of the vital interests of its country, which has twice suffered from the attacks of the Russian Bolsheviks, has the honour to declare to Members of the League of Nations that the admission of the Azerbaidjan Republic to the League of Nations would furnish it with that moral support so urgently needed by our people in their struggle against the Bolsheviks — a people which alone, without any foreign aid, has been engaged, for more than six months, in a bloody struggle in order to save the independence of Azerbaidjan.

In the hope that this appeal for moral support will attract the attention of the Honourable Representatives of the peoples taking part in the Assembly, I have the honour, on behalf of the Delegation of Azerbaidjan, to beg you to be good enough to have the above statement read to the Assembly, at the time of the discussion of the above-mentioned conclusions of the Fifth Committee, with regard to the admission of the Azerbaidjan Republic to the League of Nations.

I have the honour to be, etc.

*(Signed)* M. ALLSOPTCASBACHEFF,  
*President of the Peace Delegation  
of the Republic of Azerbaidjan.*

---



